

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 50 (1909), p. 505-512

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__505_0

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 11. — NOVEMBRE 1909

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 OCTOBRE 1909

SOMMAIRE. — Adoption du procès-verbal de la séance du 16 juin et du compte rendu de la séance du 7 juillet. — Nécrologie. — Érection d'un monument à Gabriel Tarde. — Présentation de treize membres titulaires, d'un membre correspondant et de deux membres associés. — Démission de M. le Secrétaire général et sa nomination de secrétaire général honoraire : M. le Président, M. Fléchet. — Installation de M. Barriol, secrétaire général. — Promotions et nominations dans la Légion d'honneur. — Correspondance. — Présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général. — Communication de M. Huber sur le mouvement de la population de la France en 1908 et la nouvelle statistique de l'état civil. Discussion : MM. Alfred Neymarck, Chervin, Yves Guyot. — Communication de M. Meuriot sur les mouvements comparés de la population et des annuités successorales. Discussion : M. Alfred Neymarck.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. G. PAYELLE, président.

Le procès-verbal de la séance du 16 juin est adopté ; le compte rendu sténographique de la séance du 7 juillet ne donne lieu à aucune observation et est également approuvé.

M. le PRÉSIDENT annonce que la Société, depuis la dernière séance, a été éprouvée par la perte de plusieurs de ses membres. M. Ch.-M. Limousin, vice-président, est décédé à Paris, le 8 septembre. Il avait pris part, plein d'entrain et, semblait-il, plein de santé, à la fête du Cinquantenaire. Sa verte vieillesse paraissait défier les années. M. Payelle retrace la vie et les travaux de M. Limousin, ses débuts dans le journalisme d'opposition à l'Empire, sa collaboration au *Siècle*, au *National*, à la *France*, au *Journal des Economistes*, à la *Revue d'Economie politique*, et sa participation aux travaux de la Société de Statistique, à laquelle il appartenait depuis 1882. La Société appréciait en lui l'homme d'étude désintéressé et le collègue plein de franchise et de droiture. M. le Président adresse à M^{me} V^o Limousin et à sa famille l'hommage de la profonde condoléance de la Société et l'assurance du fidèle souvenir que celle-ci gardera à son regretté vice-président.

M. le Président fait ensuite du décès de M. Ferdinand Ignatius, ancien sénateur de Finlande, ancien directeur du Bureau central de statistique de ce pays. Savant distingué, statisticien autorisé, M. Ignatius s'était fait connaître par d'intéressants et nombreux travaux de démographie et de statistique. Il était membre associé de la Société depuis 1878 et de l'Institut international de Statistique depuis 1885.

M. Payelle annonce ensuite la mort de M. Hubert Leemans, directeur général honoraire au Ministère de l'intérieur de Belgique. M. Leemans était membre associé de la Société depuis 1883 ; il était également membre de l'Institut international de Statistique. Disciple de Quételet, il a beaucoup contribué au progrès de la statistique officielle en Belgique. Les importantes publications établies sous sa direction portent la trace de son esprit méthodique et de sa grande compétence. Il était commandeur de la Légion d'honneur.

A ces noms s'ajoute celui de M. Arnaudeau, depuis vingt ans membre titulaire de la Société, qui vient de décéder à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Ancien élève de l'École polytechnique, membre de l'Institut des actuaires français, M. Arnaudeau a publié des Tables de valeurs d'obligations d'après divers taux de capitalisation, et ses travaux lui avaient valu une grande notoriété.

M. le Président rappelle qu'une imposante manifestation a été organisée, pendant les vacances, en l'honneur de Gabriel Tarde, à qui un monument a été élevé à Sarlat, sa ville natale. La remise de ce monument a été faite, au nom du comité d'organisation, par notre collègue M. Fernand Faure, qui, dans un éloquent discours, a retracé la vie et analysé l'œuvre du philosophe et du statisticien. La Société s'associe à l'hommage rendu au collègue grandement honoré dont la mort a été un deuil pour la Statistique.

M. le Président signale les candidatures ci-après :

Sont présentés à titre de *membres titulaires* : MM. DE VERNEUIL, syndic de la Compagnie des agents de change de Paris, par MM. Delatour et Payelle ; RENDU, secrétaire général de la Chambre syndicale des agents de change de Paris, par MM. Delatour et Payelle ; PRIVAT-DESCHANEL, conseiller d'Etat, directeur général de la Comptabilité publique au Ministère des finances, par MM. Fernand Faure et Payelle ; Maurice BLOCH, directeur général des Contributions directes, par MM. Alfred Neymarck et Payelle ; MARRAUD, conseiller d'Etat, directeur général de l'Enregistrement, des domaines et du timbre, par MM. Fernand Faure et Payelle ; Louis MARTIN, conseiller d'Etat, directeur général des Contributions indirectes, par MM. Fernand Faure et Payelle ; DUPRAT, chef du bureau de la Statistique des chemins de fer au Ministère des travaux publics, chef du cabinet du Ministre des colonies, par MM. March et Schelle ; LESAGE, chef du service technique au Ministère de l'agriculture, par MM. Vassilière et March ; Arthur WILLIAMS, membre du Comité permanent du Congrès international des habitations à bon marché, demeurant à New-York, par MM. Levasseur et Tolman ; MICHEL, inspecteur principal du Crédit Foncier de France en Tunisie, par MM. de Foville et March ; Clément COLSON, conseiller d'Etat, par MM. Schelle et March ; Georges VILLAIN, directeur du Contrôle commercial des chemins de fer au Ministère des travaux publics, par MM. Charles Laurent et Payelle ; CHEMIN-DUPONTÈS, chef de service à l'Office colonial, par MM. Levasseur et Payelle ;

A titre de *membre correspondant* : M. Edmond PERRÉE, rédacteur commercial au *Journal de Rouen*, par MM. Fléchet et Barriol ;

A titre de *membres associés* : MM. KNIBBS, directeur de la Statistique du Commonwealth of Australia, par MM. Bertillon et Fléchet ; ZAWODNY, docteur ès lettres, directeur des domaines, à Moldenstein (Bohême), par MM. Barriol et Cadoux.

Conformément au règlement, il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

M. le PRÉSIDENT rappelle que M. Fléchet, secrétaire général de la Société, invoquant son âge et l'état de sa santé, avait, lors du renouvellement du bureau pour 1909, exprimé l'intention formelle de se retirer. Cédant aux instances de ses collègues, il avait bien voulu conserver temporairement ses fonctions pendant la période d'organisation des fêtes du Cinquantenaire, donnant ainsi, une fois de plus, la mesure de son dévouement à l'association. Aujourd'hui il renouvelle sa démission. La Société ne peut que regretter profondément le départ de M. Fléchet qui, pendant ses dix années de secrétariat général, n'a cessé de consacrer les soins les plus diligents et les plus éclairés à nos intérêts. M. le Président rappelle les grands services

rendus à la Société par M. Fléchet. « Ce nous est une joie, dit-il, de penser que ces services ont été récompensés par la croix d'officier de la Légion d'honneur, et que c'est à titre de secrétaire général de la Société de Statistique que M. Fléchet a reçu cette distinction. » Après avoir exprimé au Secrétaire général sortant la vive gratitude de la Société, M. le Président annonce que le conseil a décidé de lui conférer le titre de *secrétaire général honoraire*, et que ce titre comportera, pour M. Fléchet, le droit d'assister aux séances du conseil.

M. Barriol, secrétaire général adjoint, devient secrétaire général, en exécution des dispositions arrêtées par la Société en vue du départ de M. Fléchet, dans sa séance du 16 décembre 1908. M. Barriol, ajoute M. le Président, nous a déjà montré tout ce qu'il vaut. Les intérêts de la Société restent donc en bonnes mains.

M. FLÉCHET remercie avec émotion M. le Président du témoignage de sympathie qui lui est donné.

« Je suis réellement confus, dit-il, des paroles trop élogieuses que M. le Président vient de prononcer. Vous avez cependant bien voulu les ratifier et j'en suis très vivement touché. Permettez-moi donc de vous en exprimer toute ma gratitude.

« Voilà quarante-deux ans en effet que j'appartiens à la Société, aux travaux de laquelle j'ai collaboré pendant plus de vingt ans comme rédacteur dans notre Journal ou secrétaire adjoint; puis, plus tard, à la fin de ma carrière officielle, en qualité de secrétaire général avec un mandat triennal que vos suffrages ont renouvelé quatre fois de 1899 à 1909. Ici la tâche n'était plus la même. Elle était à mes yeux celle d'un leader, cherchant à profiter de son expérience pour assurer au mieux le programme de vos séances et l'intérêt des communications à insérer dans notre Journal. J'ai consacré à cette tâche tous mes efforts jusqu'au jour où des raisons impérieuses d'âge et de santé m'ont obligé, à mon vif regret, de donner ma démission.

« Votre conseil a bien voulu me conserver dans ses rangs, au titre de secrétaire général honoraire. Cette décision m'est précieuse et je lui en suis profondément reconnaissant.

« Enfin, vous avez appris ma promotion au grade d'officier dans la Légion d'honneur dont je faisais partie comme chevalier depuis vingt-trois ans. Je suis heureux d'avoir obtenu cette récompense au titre de secrétaire général de notre chère Société. A cette occasion j'ai reçu de vous, mes chers collègues, des témoignages si répétés d'affectueuse estime et de sympathie, que vous me permettrez de vous adresser du fond du cœur un nouveau et bien sincère merci. »

En remerciant M. Fléchet de son concours à l'organisation du Cinquantenaire, M. le PRÉSIDENT tient à ne pas oublier que ce concours a été admirablement secondé par un double comité composé de MM. Albert Delatour, Fernand Faure, de Foville, March, Alfred Neymarck; de M. Matrat, trésorier-archiviste; de MM. Barriol, Huber, Rouleau, Roger Delatour, et auquel ont été adjoints MM. Bunle, De Ville-Chabrolle, Dugé de Bernonville, Lanusse, Lenoir. Il remercie très vivement tous ces collègues qui, dit-il, se sont véritablement prodigués dans l'intérêt de la chose commune. Une mention particulière est due à M. Roger Delatour, dont le dévouement infatigable a grandement contribué au succès de notre fête.

M. le Président signale les distinctions qui ont été décernées à un certain nombre de sociétaires à l'occasion du Cinquantenaire de la Société et de la XII^e session de l'Institut international de Statistique.

M. Emile Levasseur a été élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur. M. de Foville a été promu au grade de commandeur. M. Schelle a été également nommé commandeur.

Ont été promus au grade d'officiers : M. Delamotte, M. Fléchet, M. Albert Fontaine, M. Raphaël-Georges Lévy, M. André Liesse, M. Lucien March.

Ont été nommés chevaliers : M. Barriol, M. Borel, M. Chervin, M. Denise, M. Risser, M. Yot.

« Les titres qui justifient ces distinctions sont trop connus de tous les membres de la Société, dit M. Payelle, pour que j'aie à les énumérer ici. Il me semble au surplus, ajoute-t-il, que j'ai mieux à faire que de féliciter individuellement chacun de

nos collègues. Il en est un qui les représente, qui nous représente tous avec tant d'honneur, qui communique tant d'éclat à notre société, que c'est à lui, et à lui seul, il me semble, que je dois m'adresser. C'est M. Levasseur. En le félicitant, je félicite tous nos collègues compris à sa suite dans la promotion. Rien, à la vérité, ne pouvait le grandir à nos yeux et je me demande si le féliciter n'est pas manquer, en quelque sorte, au respect que nous lui devons : il n'est assurément pas de récompense, si haute, si éclatante soit-elle, qui puisse correspondre aux services rendus à la science, à l'enseignement et au pays, par M. Levasseur. Mais il ne saurait nous en vouloir de le considérer ici comme un de ces *representative men*, un de ces hommes exceptionnels dont le privilège, comme dit Emerson, est d'incarner en eux la pensée, l'idéal d'un groupe social. Il est pour nous l'exemple vivant ; il met dans notre association « une influence sereine et ennoblissante ». Qu'il nous permette donc de nous réjouir en lui des succès remportés par la Société et de lui renouveler, à cette occasion, l'hommage de notre fervente affection. » Ces paroles sont vivement applaudies.

M. le PRÉSIDENT annonce que M. Bellet, notre confrère, secrétaire perpétuel de la Société d'économie politique, vient d'obtenir une récompense de l'Académie des sciences morales et politiques pour une étude sur l'*Histoire économique de la soie*. Il exprime à M. Bellet les félicitations de la Société.

La parole est ensuite donnée à M. Barriol, secrétaire général, pour la lecture de la correspondance.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait connaître qu'il a reçu un certain nombre de demandes d'exemplaires du volume publié à l'occasion du Cinquantenaire de la Société.

Il donne ensuite lecture de la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance, dont on trouvera la liste à la page 537 du présent Journal.

Il signale particulièrement le numéro d'août 1909 du *Bulletin statistique de la Roumanie*, qui contient une étude intéressante sur les fonctionnaires. Il indique que notre collègue, M. von Mayr, nous a adressé un compte rendu du septième congrès d'assurances sociales à Rome. Enfin, il fait connaître que, d'après une information transmise par le Ministère de l'instruction publique, le quarante-huitième congrès des sociétés savantes s'ouvrira, à la Sorbonne, le mardi 29 mars 1910.

L'ordre du jour appelle la communication de M. Huber sur le *Mouvement de la population de la France en 1908 et la nouvelle statistique de l'état civil*.

Lorsque cette communication fut annoncée, dit M. HUBER, le rapport sur le mouvement de la population de la France, pour l'année 1908, venait d'être publié dans le *Journal officiel* du 3 juin ; le numéro d'octobre de notre Journal en contient d'importants extraits. Il n'est peut-être pas trop tard pour commenter ces chiffres, auxquels j'ajouterai d'ailleurs les résultats provisoires du premier semestre 1909.

On a enregistré 315.928 mariages en 1908, au lieu de 314.903 en 1907 et seulement 306.487 en 1906. L'augmentation, due à la nouvelle loi qui a simplifié les formalités du mariage, avait commencé dès le milieu de 1907 ; elle a persisté en 1908, mais semble avoir pris fin ; du 1^{er} janvier au 30 juin 1909, on n'a célébré que 156.294 mariages, au lieu de 162.945 pendant le premier semestre 1908.

Le nombre des naissances d'enfants vivants, au moment de la déclaration, avait été un peu supérieur en 1908 à celui de l'année précédente : 791.712, au lieu de 773.645. L'amélioration n'a pas continué en 1909 ; le premier semestre de cette dernière année n'a fourni que 398.710 naissances, contre 411.402 pendant la période correspondante de 1908.

Par rapport à 1907, il y avait eu, en 1908, une notable diminution du nombre des décès : 745.271, au lieu de 793.537. Le premier semestre de 1909 fournit des résultats moins favorables : 426.913 décès au lieu de 401.874 pendant les six premiers mois de 1908.

Des chiffres qui précèdent, et qui accusent une diminution du nombre des naissances et une augmentation du nombre des décès, il résulte que l'excédent de nais-

sances relevé en 1908, fait place à un excédent de 28.203 décès pour le premier semestre 1909.

Le rapport sur le mouvement de la population en 1908, d'où sont extraits une partie des résultats ci-dessus, est le second qui ait été publié sous la forme actuelle. Jusqu'en 1906, l'administration centrale se bornait à faire une récapitulation générale des tableaux départementaux, dressés dans les préfectures d'après les états communaux. Depuis 1907, le dépouillement des actes de l'état civil a cessé d'être à la charge des administrations locales; celles-ci se bornent à établir un bulletin individuel pour chaque déclaration reçue: mariage, naissance, décès, etc. Ces bulletins centralisés dans les préfectures à la fin de chaque semestre sont transmis au service de la Statistique générale de la France, qui dresse aussitôt une statistique sommaire, le dépouillement détaillé devant être effectué à la fin de chaque période de cinq années.

Ces changements ont été décidés à la suite d'un vœu émis en 1903 par le Conseil supérieur de Statistique sur le rapport de M. le D^r J. Bertillon et conformément au programme dressé en 1904 par un comité que présidait notre vénéré maître M. Levasseur.

Le nouveau système dispense les administrations locales de compilations et totalisations laborieuses, qu'il était d'ailleurs difficile de contrôler. Le rôle des employés de l'état civil est limité à l'établissement des bulletins remplis au moment même où ils reçoivent les déclarations et avant la copie des actes sur les registres. Le dépouillement effectué au centre permet de varier à volonté les combinaisons statistiques qu'il est possible de réaliser avec les nombreux renseignements que contiennent les bulletins. La forme des tableaux statistiques autrefois transmis ne pouvait, au contraire, être modifiée qu'à de rares intervalles. D'ailleurs, on ne pouvait demander aux employés de mairie, parfois peu compétents et surchargés d'autres travaux, de dresser des statistiques détaillées. On devait se borner à des tableaux très simples dans lesquels se glissaient cependant des erreurs que le dépouillement central permettra d'éviter.

En étendant à toutes les communes les dispositions appliquées à Paris depuis une trentaine d'années, on a simplement généralisé l'emploi de formules analogues à celles en usage dans la plupart des autres pays. Seuls, le Danemark, la Finlande, la Russie, la Belgique et le Wurtemberg emploient encore, pour dresser leurs statistiques de l'état civil, des tableaux numériques établis par les administrations locales. En Italie, on emploie pour la statistique des naissances des tableaux transmis chaque mois à l'Office central de Statistique; mais on utilise des bulletins individuels pour les mariages et les décès.

Dans tous les autres pays, les statistiques de l'état civil sont élaborées à l'aide de listes nominatives ou de fiches individuelles remplies par les agents locaux, puis centralisées par un service qui en effectue le dépouillement. L'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande, la Norvège, la Suède, l'Autriche emploient des listes nominatives. La Prusse, la Bavière, la Saxe, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse, l'Italie, la Hongrie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, les Etats de Massachusetts, de Michigan, etc., aux Etats-Unis; la Nouvelle-Galles du Sud, l'Etat de Victoria, etc., en Australie; le Japon, etc., font usage des bulletins individuels.

L'Espagne emploie aussi des bulletins individuels, mais le dépouillement se fait au chef-lieu de chaque province et la statistique du royaume est ensuite dressée par totalisation des états provinciaux.

Les listes nominatives ou bulletins individuels sont transmis au service central tous les mois ou tous les trimestres. Dans trois pays seulement, la périodicité est plus longue: un semestre en France, un an en Suède et en Norvège.

M. Alfred NEYMARCK dit qu'il a été frappé par ce fait que le premier semestre de chaque année fournit toujours plus de naissances que le second; il voudrait savoir si le même phénomène se produit dans les autres pays.

M. HUBER répond qu'il n'a pas fait cette recherche, mais qu'elle lui paraît intéressante; il y aurait lieu, en outre, de voir s'il existe un lien entre la distribution des

naissances par mois et celle des mariages ; cette dernière étant très variable suivant les pays à cause du climat, des prescriptions religieuses, etc.

M. CHERVIN regrette que la statistique détaillée du mouvement de la population ne soit plus dressée que tous les cinq ans. D'une manière générale, les statistiques doivent être publiées aussitôt que possible, elles sont d'autant plus intéressantes qu'elles se rapportent à des faits plus récents. Enfin, il lui semble indispensable de publier les chiffres, année par année, et non par période de cinq ans.

M. HUBER répond qu'en ce qui concerne les statistiques de l'état civil, les seuls renseignements dont la publication immédiate lui semble nécessaire, sont les chiffres globaux des mariages, naissances, décès, etc. Avec le nouveau système, ces chiffres sont connus plus rapidement qu'autrefois ; ils sont publiés environ trois mois avant la fin de chaque semestre et l'on s'efforce de réduire encore ce délai. Autrefois, le rapport annuel sur le mouvement de la population ne paraissait que dix mois environ après la fin de l'année à laquelle il se rapportait. Le dépouillement des bulletins s'effectuera tous les cinq ans d'après le programme établi par le comité dont il a été parlé. Pendant les quatre premières années de la période, l'activité du service se porte surtout sur le dépouillement du recensement quinquennal ; pendant la cinquième année, sur le dépouillement des bulletins d'état civil. Mais, bien entendu, tous les tableaux seront dressés séparément pour chacune des cinq années de la période.

M. Yves GUYOT confirme ces renseignements ; il ajoute que la commission de contrôle du recensement a été instituée pour éclairer le Parlement sur le montant des crédits nécessaires aux études statistiques, études que la nature des travaux législatifs rend de plus en plus utiles. Il ne croit pas à la nécessité d'obtenir rapidement des renseignements détaillés sur le mouvement de la population ; ce qui importe, c'est d'avoir des renseignements certains. Il est utile également que le service chargé des dépouillements ait la certitude de pouvoir fonctionner sans à-coups, et c'est pour cette raison qu'on a adopté l'alternance des travaux du recensement et de l'état civil, qui donne à ces derniers la périodicité quinquennale.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Huber de son intéressante et instructive communication, ainsi que les orateurs qui ont pris part à la discussion, et donne la parole à M. Meuriot pour sa communication sur les *mouvements comparés de la population et des annuités successorales*.

M. MEURIOT, pour comparer le double développement de la population et de l'annuité successorale, a choisi, pour la population, les deux dates de 1876 et de 1906, et établi la moyenne de l'annuité pour les périodes 1876-1880 et 1902-1906.

De 1876 à 1906, la population s'accroît de 2.347.000 unités, ou 6,36 % ; l'annuité, de 746 millions, soit 15,4 %, passant de 4 milliards 829 millions à 5 milliards 575 millions. La corrélation des deux mouvements est manifeste ; ainsi, dans les dix départements les plus peuplés, l'augmentation de la population est de 2 milliards 775 millions d'habitants ; celle de l'annuité, de 878 millions ; la proportion de la population de ces départements à celle de la France entière passe de 27 à 31 %, de 1876 à 1906 ; la proportion de leur annuité à l'annuité globale passe de 40 à 50 %. D'autre part, dans les dix départements les moins peuplés, la population diminue de 90.000 unités et l'annuité décroît de 35 millions ; leur part dans la population totale et dans l'annuité globale, de 5,2 et 4,7 % en 1876, se réduit respectivement à 3,3 et 2,2 %.

Dans le détail, quatre cas peuvent se présenter : 1° accroissement des deux éléments (groupe A) ; 2° diminution des deux éléments (groupe B) ; 3° accroissement de la population et diminution de l'annuité (groupe C) ; 4° accroissement de l'annuité et diminution de la population (groupe D). Il est à noter d'abord que c'est le parallélisme des deux mouvements qui domine : il y a analogie dans soixante départements.

Le groupe A comprend vingt-quatre départements ; leur accroissement de population est de 3.165.000 habitants, leur annuité augmente de 930 millions, double augmentation qui dépasse celle de l'ensemble de la France. Ces départements sont

ceux de l'agglomération parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Oise, etc.), des régions industrielles (Nord, Meurthe-et-Moselle, Rhône, Loire), de quelques pays du centre (Loiret, Indre-et-Loire, Vienne), de l'Ouest (Morbihan, Finistère, Loire-Inférieure), et enfin les Alpes-Maritimes, où les deux éléments sont en accroissement considérable.

Le groupe B est formé de trente-trois départements, soit la majorité des cinquante et un qui ont diminué depuis 1876. La population perd 990.000 habitants ; l'annuité perd 184 millions, sur une perte totale de 231 millions dans les départements où elle est en baisse. Ce double mouvement atteint l'Est, la Franche-Comté, la région des Alpes et surtout celle de la Garonne, pays de décroissance bien connue. Dans l'ensemble, ces trente-trois départements perdent 8 % de leur population et 16 % de leur annuité. Comme plus haut, le mouvement de l'annuité est plus accentué que celui de la population.

Le groupe C comprend dix départements où la population augmente de 440.000 habitants, tandis que l'annuité diminue de 47 millions ; le fait est très accusé dans le Pas-de-Calais ; la Gironde, la Vendée sont aussi dans ce cas. La raison en est peut-être une moins-value de la propriété foncière.

Le groupe D réunit dix-huit départements où la population diminue de 282.000 âmes, alors que l'annuité s'accroît de 44 millions. Dans plusieurs d'entre eux, le mouvement est peu sensible, mais il est surtout accusé dans l'Ouest (Sarthe, Ille-et-Vilaine, Maine-et-Loire) et dans l'Est (Ardennes, Meuse, Aube, Côte-d'Or, Yonne). C'est là que l'on trouve la plus grande baisse dans la natalité et la plus forte proportion de vieillards ; c'est là aussi que la proportion des successions aux décès est la plus forte.

Mais, comme le faisait remarquer M. Adolphe Coste, c'est la population urbaine qui condense la richesse ; les dix départements où l'annuité a le plus augmenté ont vu leur population urbaine s'élever à 2.620.000 unités, dont 1.200.000 dans la Seine. Ces départements sont la Seine, Seine-et-Oise, le Rhône, le Nord, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, Meurthe-et-Moselle, le Loiret, Indre-et-Loire, l'Oise. Dans sept de ces départements domine la population urbaine, et ils renferment onze de nos villes de plus de 100.000 âmes, sur quinze. Il y a donc double concentration de la population et de la richesse.

M. Alfred NEYMARCK fait observer qu'il est tout naturel et logique que le montant des annuités successorales soit d'autant plus élevé ou d'autant plus faible que la population de tel ou tel département est plus ou moins élevée ou faible. Mais quand on examine les annuités successorales par département, il faut se rendre compte de la nature des biens meubles ou immeubles, créances, titres de rente français ou étrangers, valeurs mobilières françaises ou étrangères, etc., qui les composent. Pour évaluer la fortune totale d'un pays au moyen des annuités successorales, il faut observer encore certaines précautions. Suivant un calcul depuis longtemps admis mais qui est sujet à caution, on multiplie par 35 l'annuité successorale, augmentée des donations, et le produit doit représenter le montant de la fortune du pays. On comprend combien un semblable calcul peut conduire à des résultats différents suivant que le multiplicateur employé est 35, 34, 33, 32, 30.

Pour évaluer le montant total des annuités successorales et obtenir un résultat à peu près exact, il faut tenir compte de la déduction du passif qui s'effectue maintenant dans les successions et qui ne se faisait pas il y a quelques années. Il faut tenir compte aussi des exodes de capitaux et de titres à l'étranger, capitaux et titres dont une grande partie n'est pas déclarée dans les successions. Il faut tenir compte de la mortalité qui peut être plus élevée ou plus faible une année qu'une autre, etc. Ce que l'on peut dire, en toute assurance, et notre collègue M. Delamotte en a fait la démonstration dans une précédente séance, c'est que l'augmentation des annuités successorales, y compris les donations, est un fait indéniable. Que cette augmentation, envisagée année par année ou par période quinquennale ou décennale, subisse des périodes, non de ralentissement, mais de moins grand accroissement, cela n'est pas non plus douteux, car des causes multiples peuvent accélérer ou con-

trier ce mouvement : mais le fait certain est que, dans l'ensemble, l'augmentation des annuités successorales est continue. Il serait, cependant, désirable que ces statistiques successorales fussent complétées par l'indication du revenu de l'ensemble de l'héritage. Quand une personne vient à décéder et qu'on dresse l'état de sa succession, on indique le capital que représentent ou peuvent représenter les valeurs mobilières ou immobilières que possédait le défunt. Pourquoi, dans une colonne à côté de cet état, le notaire n'indiquerait-il pas ce que rapportaient, au jour du décès, ces divers biens mobiliers ou immobiliers ? Dès lors, l'annuité successorale indiquerait non seulement le capital, mais le revenu de l'héritage. Ces constatations présenteraient un grand intérêt et M. Alfred Neymarck, en s'excusant de ces longues observations en réponse à l'intéressante communication de M. Meuriot, cite deux exemples précis :

Une personne meurt en 1871 ou 1872, laissant 3.000 francs de rentes 3 %. L'annuité successorale se chiffre par un capital de 50.000 à 55.000 francs au cours de la rente 3 % en 1871 et 1872.

Le même jour, en 1871 ou 1872, un autre capitaliste vient à décéder laissant 5.000 francs de rentes 5 %. L'annuité successorale se chiffre par 82.500 à 84.500 francs au cours de la rente 5 % en 1871 et 1872. Or, aujourd'hui, les 3.000 francs de rente 3 % de 1871 et 1872 rapportent toujours 3.000 francs et représentent un capital de 98.000 francs.

Les 5.000 francs de rente 5 % de 1871-1872 ont été successivement convertis en 4 $\frac{1}{2}$ %, 3 $\frac{1}{2}$ %, 3 %, ne rapportent plus que 3.000 francs et valent 98.000 francs, comme les 3.000 francs de rente 3 %.

On voit, par ce seul exemple, tout l'intérêt que présenterait la modification ou plutôt le complément à apporter à nos statistiques des annuités successorales.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Meuriot de sa très intéressante communication ; vu l'heure avancée, la suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

La séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président,
G. PAYELLE.